



Mesdames et Messieurs, adhérents de la Fédération des Retraités de la Fonction Publique,

Vous m'avez interpellé par l'intermédiaire de Stéphane Batigne sur les problèmes qui sont les vôtres et plus généralement ceux d'une large part de la population.

Tout d'abord, je dois dire que je suis très attaché à un idéal de justice, d'équité et de solidarité entre tous les citoyens que nous sommes. C'est un des éléments qui donne sens à mon engagement politique.

Concernant les points que vous soulevez, ce sont des problèmes que je connais bien. Je suis moi-même fonctionnaire issu d'une famille d'ouvriers. Ma maman, ayant travaillé toute sa vie en bonneterie, n'a qu'une petite retraite. Sa situation serait catastrophique sans la pension de reversion de mon papa qui était lui, ouvrier d'état à l'Arsenal de Roanne. Cependant, cela ne suffit pas à abonder aux frais de l'EHPAD où elle est accueillie.

J'ai été dans le Roannais de beaucoup de luttes passées, au côté de mes camarades syndiqués pour tenter d'empêcher ces réformes des retraites qu'elles soient publiques ou privées. Je mesure les conséquences de l'indexation de celles-ci sur les prix plutôt que sur les salaires, de l'allongement de la durée de cotisation et de l'âge de départ, de la réforme du mode de calcul.

Je mesure également le danger d'une poursuite de ces réformes d'inspiration libérale.

La rémunération particulière des fonctionnaires avec de nombreuses primes ou heures supplémentaires qui ne participent pas à l'assiette de financement des cotisations retraites, le contexte généralisé de baisse du nombre de fonctionnaires (pour les remplacer bien souvent par des emplois précaires très mal payés ou pour sous-traiter des fonctions à des entreprises privées payées à prix d'or, elles) ferait que la création d'une caisse spécifique serait une catastrophe. Le régime serait alors en déficit et ouvrirait la porte à une nouvelle baisse généralisée des retraites, d'abord du public puis ensuite du privé.

La conséquence de l'intégration des fonctionnaires à une caisse commune avec le régime général ne serait pas moins dommageable.

Concernant les prix des médicaments, les déserts médicaux ; que dire ?

Nous en souffrons tous et je sais combien il est difficile de se soigner aujourd'hui. J'ai aussi une pensée particulière pour mes ami(e)s infirmier(e)s en milieu hospitalier au bord du burn-out.

Le désinvestissement opéré dans notre système de santé ces dernières années est scandaleux.

**Au delà du constat, donc, que faire, qu'est-ce que je propose et qu'elles mesures soutiendrais-je ?**

**Comment financer les mesures ?**

**Tout d'abord, concernant le financement des mesures de protection sociales.**

Je ne crois pas qu'il n'y ait pas d'argent dans un pays aussi riche que la France pour prendre soin des plus démunis ou pour assurer la pérennité de notre système de protection sociale actuel. C'est affaire de répartition des richesses.

D'autre part, **diverses études montrent que la démographie actuelle** et les mesures passées prises pour les financer des retraites font que le système est ou va être en équilibre sous peu.

Pourquoi allonger encore l'âge de la retraite ? **En ce qui me concerne, je préfère payer des retraites que des chômeurs.**

**Le financement de mesures d'amélioration** de la protection des plus faibles peut et doit être assuré par une refonte du système d'impôts. Les plus riches doivent payer leur juste part, L'impôt sur le revenu doit être rénové et être plus progressif ; un salaire maximum doit être imposé ; l'ISF doit être rétabli et concerner tous les revenus. Des mesures contre la spéculation doivent être prises.

Les entreprises doivent être traitées de manière égale, c'est à dire qu'il nous faut lutter contre les pratiques d'optimisation fiscales et les divers montages fiscaux des grands groupes et le dumping social en cours en Europe

La lutte contre les paradis fiscaux doit être une priorité.

**Une action forte sur l'économie** avec la mise en place de mesures permettant d'économiser des ressources (et notamment du pétrole) serait excellente pour notre balance commerciale et permettrait d'éviter la sortie de capitaux important qui aujourd'hui servent à enrichir les pétromonarchies du golfe. Cet argent pourrait être utilisé pour créer des emplois et donc par l'intermédiaire des cotisations liées aux salaires, serviraient à financer la protection sociale.

Cela concerne donc un vaste plan de rénovation thermique, le développement des énergies renouvelables, la modification des pratiques agricoles avec la diminution de l'utilisation des engrais (entre autres) , le développement des transports en commun.

Tout cela rend possible des mesures de solidarité nécessaires. Je reprends ci-dessous des mesures extraites de notre programme « Bien vivre » pour les législatives :

**- Concernant les retraités :**

- \* Augmenter le minimum vieillesse selon les mêmes critères que les autres minimas sociaux
- \* Revaloriser les retraites à partir des salaires et non des prix
- \* Revenir à la retraite à 60 ans pour tous.

Je suis, vous l'aurez compris pour que l'on préserve le mode de calcul actuellement en vigueur dans la fonction publique. Si nivellement il devait y avoir, il faut que celui-ci se fasse par le haut et non par le bas

D'une façon plus générale, il faut que nous tendions à la mise en place au sein de notre société, d'un revenu d'existence pour tous associé à un revenu maximum acceptable.

**Concernant les problèmes rencontrés par les retraités pour se soigner nous proposons :**

- \* d'instaurer la garantie d'une visite médicale annuelle gratuite à toute les personnes de plus de 65 ans et la suppression des franchises médicales,

- \* d'augmenter le nombre de places en EHPAD publics, de sorte qu'il soit au moins égal au nombre de places dans le secteur privé, avec une adaptation des équipements.

- \* de mettre en place un plan d'urgence de revalorisation pour les soignants (salaires, conditions de travail et effectifs) et de renforcer les moyens de l'hôpital à la hauteur des besoins de la population.

- \* de lancer un moratoire sur les fermetures et les restructurations d'hôpitaux ou établissements sanitaires

- \* de tourner le dos à la pure logique de rentabilité et d'engager une véritable concertation et une réflexion prospective, afin de mettre en adéquation l'offre de soins et les besoins actuels et futurs de la population.

J'estime également que la rente de prix des médicaments doit être mieux contrôlé de façon à faire cesser ces rentes de monopoles qui ne profitent qu'aux actionnaires de certaines entreprises.

Enfin, concernant la santé, EELV est très attachée à la lutte contre toutes les formes de pollution et à la mise en place de mesures de préventions.

Enfin, la dépendance doit être mieux prise en charge. Les différentes aides doivent être revalorisées.

Si vous le souhaitez, vous trouverez notre programme complet ici : [www.eelv/bienvivre](http://www.eelv/bienvivre)

Alain Valentin

[www.alainvalentin.aveclecologie.fr](http://www.alainvalentin.aveclecologie.fr)

Candidat EELV aux législatives 2017 sur la 5ème circonscription de la Loire